

Yascha Mounk : “Les citoyens se détournent de la démocratie en nombre de plus en plus important”

Olivier Pascal-Moussellard

Il avait prédit le retour au pouvoir du populisme dans le monde occidental. Dans son livre “Le Peuple contre la démocratie”, c’est désormais la fin de la démocratie que le politologue américain envisage. Si on ne se bat pas pour la défendre.

Pendant des années, Yascha Mounk a fatigué ses proches à force de leur - annoncer qu’une vague populiste allait déferler sur les démocraties occidentales. Ses amis lui reprochaient de crier au loup, de jouer les cassandres. Aujourd’hui, le jeune (36 ans) et brillant professeur de théorie politique à l’université Harvard n’a plus ce problème : un peu partout, on a enfin pris conscience qu’« *en Amérique du Nord comme en Europe occidentale, les citoyens se détournent de la démocratie en nombre de plus en plus important* », écrit-il dans son dernier essai, *Le Peuple contre la démocratie*.

Du libéralisme des Lumières, les citoyens veulent garder les droits individuels, mais sont prêts à sacrifier leurs libertés politiques. Quant aux régimes démocratiques, ils seraient défaillants dans la garantie de nos libertés individuelles. A la veille des élections de mi-mandat aux Etats-Unis, et de scrutins décisifs pour l’avenir en Europe, une nouvelle question se pose donc à nous : comment réveiller le désir entre les citoyens et la démocratie, quand les

peuples se laissent draguer — et séduire — par des candidats aux régimes musclés ? Certainement pas en répétant les mêmes poncifs qu'il y a trente ans, répond Yascha Mounk : si la démocratie libérale croit encore en ses valeurs, c'est le moment de le montrer. Et si elle a du cran, de le prouver.

Que vous inspirent les succès populistes en Hongrie, aux Etats-Unis, en Pologne, en Italie, au Brésil...?

La peur. La crainte que disparaisse notre système politique, qui nous permet d'être libres à la fois comme individus et comme collectif capable de construire ensemble un projet commun. Après la chute du mur de Berlin, certains, comme l'historien Francis Fukuyama, ont pensé que la démocratie libérale allait s'imposer dans le monde entier. Les valeurs de cette démocratie semblaient triompher, on ne voyait pas comment des électeurs pourraient voter pour des régimes autoritaires. Ce qu'on ne voyait pas non plus, c'est que la démocratie libérale garantissait certes les libertés, mais n'assurait déjà plus, au moment de la chute du Mur, l'amélioration continue des conditions de vie que les habitants de l'Europe occidentale avaient connue entre 1950 et 1980.

“Partout le pouvoir semble échapper aux élus pour être remis entre les mains d'une caste d'experts.”

La colère grondait, et les forces populistes se préparaient à surfer sur ce mécontentement. Au début des années 2000, elles ne réunissaient encore que 8 % des votes en Europe. En 2018, on est plus proche de 24 %, voire de 26 %. Question : comment les gens qui ont élu un candidat populiste réagiront-ils lorsque leur pays basculera dans un régime vraiment autoritaire, en Italie, en Pologne ou en Hongrie ? Accepteront-ils d'être gouvernés par des « dictateurs élus » — qui ont accédé au pouvoir légalement, mais se débrouillent pour que la démocratie ne puisse plus les en déloger — ou vont-ils se rebeller contre eux ? Je n'ai pas la réponse.

Deux phénomènes se croisent sous nos yeux : d'un côté la démocratie devient antilibérale, elle garantit moins bien nos droits, de l'autre le libéralisme devient anti-démocratique...

Les populistes se veulent les champions de la démocratie, mais une fois élus ils s'attaquent aux institutions indépendantes garantissant les droits de tous les citoyens. D'un autre côté, un système que l'on peut encore qualifier de libéral, mais qui n'est plus tout à fait démocratique, prospère : dans ce système, les libertés individuelles sont préservées, mais les citoyens ont de moins en moins d'influence sur les décisions politiques. L'argent, un personnel politique déconnecté du peuple — en France notamment, où la culture des grandes écoles et le rôle de l'ENA rendent le fossé évident —, de puissantes institutions qui prennent des décisions importantes alors qu'elles n'ont pas été élues (comme la Cour suprême, aux Etats-Unis, ou le Conseil d'Etat, en France), des banques centrales omnipotentes, etc. : partout le pouvoir semble échapper aux élus pour être remis entre les mains d'une caste d'experts.

Les populistes n'ont donc pas totalement tort : le pouvoir était censé venir du peuple, mais il lui a été retiré des mains...

Même quand votre montre est à l'arrêt, elle donne l'heure juste deux fois par jour... Les populistes, c'est pareil : sur certains constats, ils n'ont pas tort mais ils se trompent complètement sur les solutions qu'ils proposent. Oui, il existe aujourd'hui une caste politique coupée du souci commun. Mais quand les populistes affirment qu'il faut supprimer purement et simplement toutes les institutions indépendantes pour reconstituer un lien direct avec le peuple, ils s'égarerent.

Les citoyens savent bien que, pour être sûrs que l'usine d'électricité construite à côté de chez eux ne va pas exploser, il faut qu'elle soit contrôlée par des experts... Et qu'on a besoin de coopération, donc d'institutions internationales, pour se battre contre le réchauffement climatique et signer des traités. Penser que tout sera réglé quand on aura « rendu le pouvoir au peuple » est une chimère. Les Britanniques vont en faire l'expérience : certes l'Union européenne a confié beaucoup trop de pouvoir à la Commission — composée d'experts de carrière — au détriment du Parlement élu, mais le Brexit ne va certainement pas redonner le pouvoir au peuple, il va le transférer de l'Europe à la classe politique locale.

Faire feu de tout bois contre les corps intermédiaires, c'est une pratique quotidienne pour Donald Trump...

Son argument est simple, voire simpliste : si l'Amérique a des problèmes, martèle-t-il dans ses tweets, c'est que des élites corrompues et égoïstes privilégient une minorité plutôt que « les gens comme vous et moi ». Moi seul représente vraiment le peuple et défends ses intérêts. Il faut donc casser toutes les institutions qui font obstacle à mon pouvoir. Quand l'opposition s'oppose, ce sont des « traîtres » ; quand les journaux enquêtent, ils fabriquent de fausses nouvelles (« fake news ») ; quand le FBI s'interroge, c'est un complot, on fait pression sur son directeur...

“Dans l'isolement, les électeurs se disent désormais : “La classe politique est pourrie et le système m'ignore, alors cassons tout !”

Tous les régimes populistes empruntent en fait les mêmes chemins : d'abord s'en prendre aux minorités, boucs émissaires faciles ; ensuite fragiliser les institutions qui assurent l'Etat de droit ; puis prendre le contrôle des commissions électorales ; enfin s'assurer, comme en Hongrie, qu'on ne pourra plus être chassé du pouvoir démocratiquement, par exemple en recomposant à son avantage la Commission électorale. Voilà comment on glisse d'une - démocratie libérale à une dictature élue.

La montée du populisme s'accompagne de l'effondrement de l'intérêt pour la politique...

Ce qui s'effondre, c'est l'espoir que le système puisse un jour trouver une solution aux problèmes qui touchent le peuple. Que les électeurs souhaitent remplacer le gouvernement en place parce qu'ils estiment que le suivant fera

un meilleur boulot, c'est tout le génie de la démocratie. Mais le génie est rentré dans sa bouteille... Dans l'isolement, les électeurs se disent désormais : « La classe politique est pourrie et le système m'ignore, alors cassons tout ! » Osons le dire : depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les démocraties se sont montrées remarquablement stables en de nombreux endroits du globe. Nous avons longtemps commis l'erreur de penser que cela allait durer.

Et les plus enclins à basculer vers un régime plus musclé semblent être les jeunes...

Lorsqu'on demande aux Américains de 30 ou 40 ans si vivre dans une démocratie est vraiment important pour eux, plus des deux tiers disent oui. Mais si on pose la question aux *millennials* (nés vers 2000), moins d'un tiers répond par l'affirmative et 44 % se disent favorables à un régime musclé... Cette érosion du respect pour les règles démocratiques n'épargne pas la France. Les parents, souvent de nobles défenseurs de la démocratie libérale, considèrent l'attachement à cette dernière comme une évidence.

“Les plus jeunes ne comprennent pas toujours ce qu'ils ont à perdre si la démocratie libérale s'effondre.”

Or, au risque de les décevoir, les données suggèrent que les citoyens ont - développé une loyauté à son égard parce que ce système maintenait la paix et remplissait leur portefeuille, et non par amour de ses principes fondamentaux. Après les Trente Glorieuses, la courbe s'est inversée, les inégalités n'ont cessé de se creuser, et les plus jeunes non seulement n'ont rien connu de cette prospérité, mais ils ne comprennent pas toujours ce qu'ils ont à perdre si la démocratie libérale s'effondre...

Beaucoup sont bousculés par l'instabilité démographique, réelle ou non...

La plus ancienne démocratie du monde, les Etats-Unis, s'est fondée sur un modèle monoculturel et monoethnique, même si l'idéal républicain s'est toujours dit « ouvert à la diversité ». Dans des centaines de comtés, la population est longtemps restée parfaitement homogène. Et que découvre-t-on ? Que ce n'est pas dans les Etats où il y a eu le plus d'immigration que l'on a le plus voté pour l'actuel Président... Il n'a récolté que 13 % des voix à Chicago, 17 % à New York.

“En Pologne ou en Hongrie, les migrants sont très peu nombreux, mais l'angoisse de « devenir comme la France » est extrêmement élevée.”

En revanche, son succès a été considérable dans des circonscriptions rurales comprenant très peu de résidents nés à l'étranger : dans le comté de Trinity (Californie), où la population d'origine étrangère est de 3,8 %, il a recueilli 48,6 % des voix ! Dans celui de Gallatin, dans l'Illinois (population étrangère : 0,3 %), 72 % ! Ce n'est pas l'augmentation de la population immigrée en chiffres absolus qui explique le vote, mais la perception que les habitants ont que quelque chose a changé autour d'eux. Et c'est vrai : dans des dizaines de

comtés où plus de 90 % de la population a toujours été blanche, un minuscule changement démographique s'est produit, faisant passer cette écrasante majorité légèrement en dessous des 90 %.

Le même phénomène se reproduit en Europe centrale : en Pologne ou en Hongrie par exemple, les migrants sont très peu nombreux, mais l'angoisse de « devenir comme la France » est extrêmement élevée, et Viktor Orban a parfaitement su en jouer.

Vous dites que votre regard a changé sur ces questions...

Je viens d'une famille juive. Mes grands-parents ont vécu dans différents pays d'Europe centrale, ont survécu à la Shoah en Union soviétique, sont rentrés en Pologne après la guerre. En 1968, ma mère, musicienne, est partie poursuivre sa carrière en Allemagne. En bon enfant juif qui a grandi dans ce pays, j'ai longtemps cru que le nationalisme devait être éradiqué.

Mais regardons la vérité en face : toutes les élections depuis vingt ans nous montrent que, loin de s'effacer, il reste un des moteurs les plus puissants de la politique mondiale. Je préfère regarder ce nationalisme comme une bête à demi sauvage. Si on laisse faire, les pires responsables politiques vont l'exciter et en faire une force destructrice. Il faut donc la domestiquer, se battre pour lui donner une autre forme, que j'appelle patriotisme inclusif.

“Le sentiment d'appartenance à une nation ne porte pas seulement en soi la possibilité du ‘moi contre eux’.”

De quoi s'agit-il ?

J'ai vécu dans beaucoup de pays, et tous voyaient le monde, et pensaient leur identité collective différemment. Sans que leurs intérêts soient opposés d'ailleurs, ni que cela freine l'amitié et la coopération. Car le sentiment d'appartenance à une nation ne porte pas seulement en soi la possibilité du « moi contre eux » ; il a aussi comme effet — positif ! — d'élargir le cercle des sympathies des gens, au-delà de leur village ou de leur région. Si vous vous sentez solidaires des habitants de l'Aude par exemple, c'est bien le signe que vous partagez avec les victimes des intempéries quelque chose de commun, quand bien même elles ne vous ressembleraient pas du tout.

Alors certes, le libéralisme politique a longtemps été fier de son ouverture d'esprit, et à juste titre. Mais les élites ont été naïves sur un point : elles n'ont pas vu que, tout en proclamant les vertus d'un humanisme cosmopolite, elles-mêmes avaient clairement été formées dans un creuset national singulier, pas du tout identique à celui de leurs voisins. Les élites françaises, croyez-moi, sont... très françaises ! Et les allemandes... très allemandes !

J'ai compris que si j'avais pensé, un peu naïvement, qu'une bonne éducation et une bonne dose de rationalité suffisaient à construire un projet de vie collective, sans avoir à puiser dans des choses plus profondes qui unissent les habitants d'un pays, je m'étais trompé. Il faut rendre cette énergie commune utile, et la domestiquer. Surtout pas l'ignorer. Car la bête à demi sauvage reste toujours dangereuse, et c'est à nous de la contrôler.

Ce qui semble être une affaire compliquée, lorsqu'on voit la puissance des réseaux sociaux...

Il faut reconnaître aux médias traditionnels un mérite : il y a vingt-cinq ans la presse, sans être parfaite, était un rempart contre le mensonge tous azimuts. Elle avait notamment pour fonction de déterminer ce qui pouvait être rendu public, et de censurer ce qui était trop radical ou trop ridicule. Mais cela permettait quand même de protéger le grand public des mensonges les plus éhontés et des idées racistes.

“Les responsables politiques doivent montrer au peuple que dans une démocratie libérale responsable, les politiciens peuvent se battre pour lui.”

Tout a changé avec l'arrivée d'Internet et des réseaux sociaux. Avec Facebook, ou Twitter, un article devenu viral permet de toucher des millions de lecteurs — peu importe que son contenu soit vrai ou faux. Donald Trump est tout de même entré en politique en affirmant que Barack Obama n'était pas né aux Etats-Unis ! Dans un régime médiatique « classique », cette rumeur n'aurait jamais flotté aussi longtemps à la surface des informations. La presse aurait fait son travail de vérification, conclu qu'il n'y avait aucune raison de croire à la rumeur, et on en serait resté là !

Comment réveiller le désir pour la démocratie ?

Il faut montrer qu'on peut utiliser les armes de l'Etat-nation pour défendre les intérêts de tous les habitants — y compris ceux issus de l'immigration. Et les responsables politiques doivent montrer au peuple que dans une démocratie libérale responsable, les politiciens peuvent se battre pour lui sans violer les règles. Qu'ils ne toléreront pas, par exemple, que certains Français parmi les plus riches ne paient pas d'impôts parce qu'ils passent deux cents jours par an aux Bahamas...

Mais surtout, de Platon à Aristote et de Machiavel à Rousseau, toute la philosophie politique répète depuis deux mille ans que pour protéger la république il faut transmettre ses valeurs d'une génération à l'autre. Ça commence par l'explication soignée des valeurs de la démocratie libérale, que beaucoup de gens ne connaissent plus. Cela implique aussi de rappeler à la génération qui vient qu'elle a beaucoup à perdre à renoncer à ce système. A travers l'enseignement de l'histoire, bien sûr, mais en parlant aussi de la réalité contemporaine — de la Russie de Poutine, de la Turquie d'Erdogan, et des ravages du populisme de gauche, avec le Venezuela de Chavez. La démocratie libérale a des mérites, battons-nous pour eux ! Par chance, aux Etats-Unis comme dans la plupart des pays d'Europe, on peut encore le faire sans mettre sa vie en danger. Mais il faut laisser tomber les lunettes roses. Si je n'ai plus besoin d'alerter les gens autour de moi sur l'imminence de la vague populiste, un autre danger se profile : la répétition à l'infini des mêmes analyses, et la tentation de faire l'autruche. Les intellectuels qui ânonnent les mêmes discours depuis trente ans, les hommes politiques qui ne changent rien de fondamental dans la façon dont ils gouvernent, les entrepreneurs qui disent « je n'aime pas Trump mais c'est chouette de voir ma feuille d'impôt allégée », et tous les citoyens qui voient venir les prochaines élections la trouille au

ventre mais ne s'engagent pas vraiment auprès des partis qui innovent —, tout cela mis bout à bout peut vraiment tout faire dérailler.

1982

Naissance à Munich.

2005

Part étudier aux Etats-Unis.

2017

Obtient la nationalité américaine.

2018

Publie *Le Peuple contre la démocratie*.